

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU MAIRE

Décision Municipale N° DM2026_03_016

**OBJET : RENONCIATION EXERCICE DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN-BIEN
SITUÉ AU 1646, AVENUE D'ANTERNE**

Le Maire de la Commune de Marignier,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 relatif aux délégations du Conseil Municipal au Maire ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L213-1 et suivants et R213-4 et suivants ;

Vu la délibération DEL201912_112 en date du 09 décembre 2019 approuvant le PLU ;

Vu la délibération DEL201912_113 en date du 09 décembre 2019 instaurant le droit de préemption simple sur la commune ;

Vu la délibération DEL2026_03_045 en date du 21 mars 2026 portant délégation d'attribution du Conseil Municipal à Monsieur le Maire ;

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), établie par Maître Vincent MARTIN, domicilié 220 boulevard des Allobroges à 74130 BONNEVILLE, reçue en mairie le 27 mars 2026, portant sur le bien cadastré section AX n°44 d'une superficie totale de 907 m², situé au 1646 avenue d'Anterne dont le prix de vente est de 300 000 € ;

Considérant que le bien faisant l'objet de cette DIA se trouve inclus dans une zone couverte par le Droit de Préemption instauré par la commune ;

Considérant que l'acquisition de ce bien ne présente pas un intérêt communal ;

D É C I D E

ARTICLE 1^{er} : DE RENONCER à préempter le bien situé 1646, avenue d'Anterne, objet de la DIA susvisée

ARTICLE 2 : Madame la Directrice Générale des Services adjointe est chargée de l'exécution de la présente décision



A Marignier, le 31 mars 2026

Le Maire,
Christophe PERY



La présente décision peut faire l'objet, dans les deux mois à compter de la date à laquelle elle a acquis un caractère exécutoire, d'un recours gracieux auprès de son auteur ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.